

Pierre-Paul Démaray, maître de poste de St. John's (1832-1837)

par Michel Gagné et Cimon Morin

Pierre-Paul Démaray (s'écrit également Pierre Desmarais) naît le 8 octobre 1798 à Trois-Rivières et décède le 17 septembre 1854 à Saint-Jean (Illustration 1). Il est le fils de Pierre Démarest, menuisier, et de Louise Patrie. Il est reçu notaire le 17 avril 1824 et ouvre son étude à Saint-Jean. Simultanément, il occupe de nombreuses commissions et charges publiques³. Il est l'un des fondateurs de la paroisse Saint-Jean-l'Évangéliste et le premier secrétaire-trésorier de la Fabrique de la paroisse en 1828. Les années suivantes, il occupera les postes de marguillier (1829), commissaire chargé de la construction de la route entre Saint-Jean et La Prairie (1831), responsable des petites causes (1832-1837), juge de paix (1833), lieutenant de milice dans le 3^e bataillon du comté de Chambly ainsi que maître de poste de 1832 à 1837⁴.

Le 2 novembre 1837, Démaray se démarque par son zèle pour la cause patriote lors de la rencontre qui a pour but de lever une souscription pour l'achat d'armes et de manuels contenant les commandements militaires pour l'exercice des habitants. Il participe également à de nombreux charivaris auprès d'officiers de milice et de justice bureaucrates⁵. Le 23 octobre 1837, il assiste à l'assemblée des Six-Comtés à Saint-Charles-sur-Richelieu et le 5 novembre il participe à celle de Saint-Athanase (Iberville), où il propose une résolution demandant l'abolition de la tenure seigneuriale. Le lendemain, il démissionne de son poste de juge de paix et de celui de lieutenant de milice en guise de protestation contre l'administration du gouverneur Gosford. Démaray poursuit son combat pour le nettoyage de la ville de Saint-Jean qui, selon lui, est un repaire pour les juges de paix bureaucrates qu'il estime partiaux et incompétents.

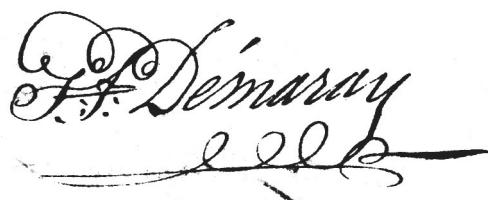
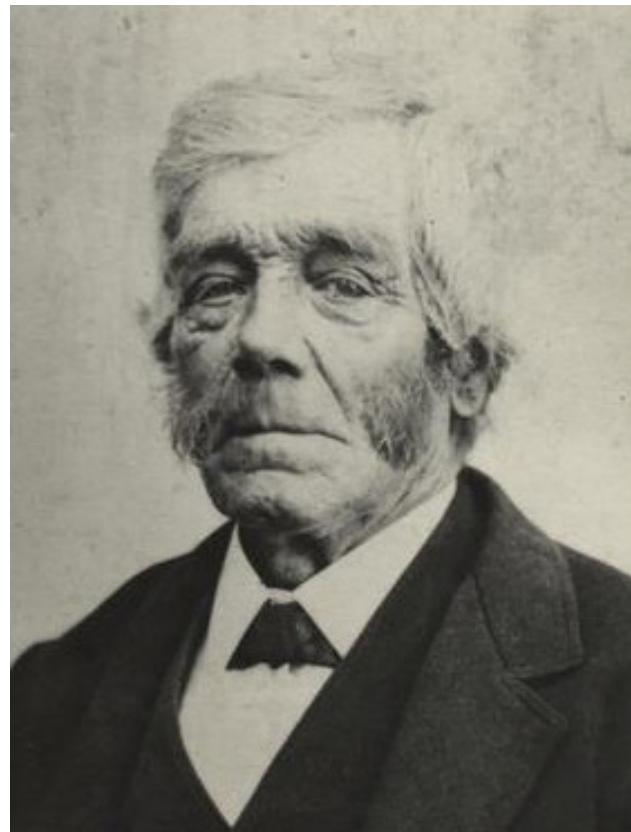
A cursive signature in black ink that reads "P. P. Démaray". The signature is fluid and personal, with distinct loops and flourishes.

Illustration 1 : Pierre-Paul Démaray, notaire et maître de poste de Saint-Jean. Il fut délivré par les Patriotes le 17 novembre 1837, à Longueuil. Cet engagement est considéré comme le premier acte de guerre des rébellions puisqu'il a donné lieu aux premiers coups de feu¹ [Source : Société historique et culturelle du Marigot. Signature : BAC²]

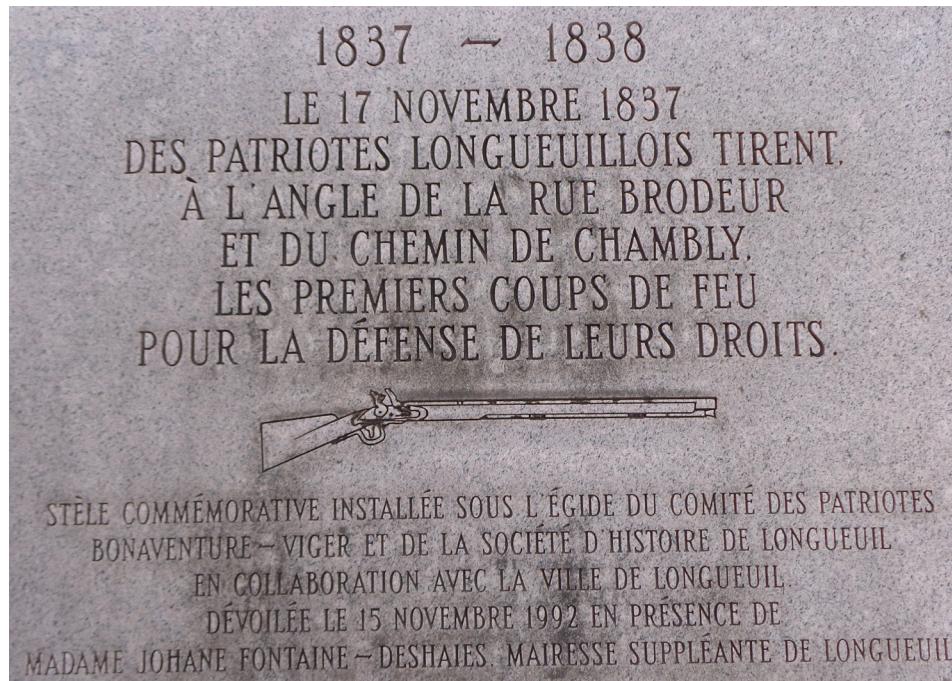


Illustration 2 : Stèle commémorative installée sous l'égide du Comité des patriotes Bonaventure-Viger et de la Société d'histoire de Longueuil, en collaboration avec la Ville de Longueuil. Dévoilée le 15 novembre 1992 en présence de madame Johane Fontaine-Deshaies, mairesse suppléante de Longueuil. [Source : Photographie de Michel Gagné]

Le 10 novembre 1837, il dirige un groupe de patriotes et encercle un peloton de cavalerie qui revenait de Saint-Athanase. Un coup de canon est tiré sur le pont reliant Saint-Jean et Saint-Athanase afin de ralentir leur marche. Colborne convainc le gouverneur Gosford qu'un complot est sur le point d'être mis à exécution par les Patriotes afin de renverser le gouvernement. Le 17 novembre 1838, Démaray fut l'un des premiers patriotes arrêtés pour avoir participé à l'assemblée de Saint-Charles par le *Royal Montreal Volunteer Cavalry*. Son arrestation était en somme un prétexte, car il était demeuré discret durant l'assemblée n'ayant pas pris la parole, ni proposé ou appuyé de résolution. Constitué prisonnier avec le Dr Joseph François Davignon, ils sont amenés à Montréal escorté de la cavalerie. Ce dernier racontera à Amédée Papineau les pérégrinations de leur arrestation : « En arrivant à l'hôtel Mott, j'y retrouvait M. Pierre-Paul Desmaray, maître de poste, qui venait aussi d'être fait prisonnier. On nous déclara que l'on craignait que les habitants ne cherchassent à

nous délivrer et l'on nous prévenait que si c'était le cas, on nous tuerait plutôt que de nous laisser échapper, selon les ordres qu'ils avaient reçus »⁶. À environ un mille de Longueuil, un groupe de patriotes, sous les ordres du bouchervillois Bonaventure Viger, attaque la cavalerie, qui soumise au feu des patriotes, est contrainte de prendre la fuite. Les prisonniers sont libérés (Illustration 2).

Cet engagement est considéré comme le premier acte de guerre des rébellions puisqu'il a donné lieu aux premiers coups de feu⁷. Selon les sources, Démaray se réfugie à Plattsburgh⁸ ou à Keeseeville, État de New York. Le 6 décembre 1837, il est de retour dans la province, participe à la bataille de Moore's Corners, puis se réfugie de nouveau au pays de l'Oncle Sam⁵. Le 12 décembre, Gosford émet une proclamation offrant une récompense de 400 \$ pour la capture de Démaray⁹. De retour au Bas-Canada à la suite d'une amnistie, il reprend le notariat le 9 mai 1841 à Saint-Jean. Il se

lance en politique municipale et est élu premier maire de Saint-Jean-l'Évangéliste jusqu'à l'abolition de la municipalité de paroisse en 1847. Le 11 août 1851, il devient le troisième maire de la nouvelle municipalité¹⁰.

Maitre de poste de St. John's

Le bureau de poste de St. John's a été ouvert vers 1812 et Pierre-Paul Démoray est devenu le quatrième maitre de poste de l'endroit en date du 5 janvier 1832. Il succède à Louis Marchand, éventuel patriote, qui deviendra maitre de poste de Saint-Mathias en octobre de la même année. Démoray sera démis de ses fonctions de maitre de poste le 16 novembre 1837 par T.A. Stayner, le grand responsable de la poste au Canada. Il sera immédiatement remplacé par Curtis Pattee, un sujet loyal de Sa Majesté.

Dans les années 1830, le bureau de poste de St. John's était le cinquième bureau de poste en importance au Bas-Canada après Stanstead. Les revenus de ce bureau pour 1832 à 1834 sont les suivants :

Bureau de poste de St. John's ¹¹			
	1832	1833	1834
Revenu total du bureau	86£ 8s 2d	81£ 18s 11d	89£ 18s 8d
Salaire du maitre de poste	28£ 16s 8d	27£ 10s 5d	29£ 7s 7d

Il est aussi mentionné¹¹ que dans les années 1832-1834 que Pierre-Paul Démoray avait aussi des assistants : J. Démoray et F.-B. Laperle.

Voici un bel exemple (Illustration 3) d'une correspondance envoyée de St. John's à l'intention de Philemon Wright à Hull. On demande que la lettre soit envoyée au bureau de poste d'Aylmer, distant de seulement quelques kilomètres de Hull car le bureau a été fermé entre 1830 et 1833. La lettre est datée du 30 mars 1832.

Le maitre de poste avait aussi droit à la franchise postale lors de l'envoi ou de la réception de correspondance (Illustration 4). Pendant la durée de son mandat, le maitre de poste a utilisé un seul tampon oblitérateur soit le petit cercle interrompu à empattements, utilisé de 1829 à 1839. Le tampon est presque toujours utilisé à l'encre rouge, mais il y a des exceptions aussi en vert, brun et bleu. Le bureau n'aurait pas reçu de marques de

port payé « PAID » avant 1843, ce qui semble inusité pour un bureau de cette importance.

Événements patriotiques de 1837

Le 15 novembre 1837, le secrétaire civil Stephen Walcott écrit à T.A. Stayner et il lui demande de démettre Démoray de ses fonctions de maitre de poste. La réponse de Stayner en date du 20 novembre confirme cette demande tout en l'avisant que dans la société canadienne-française les habitants sont tellement furieux contre le gouvernement qu'il est très difficile de trouver des personnes capables et responsables afin d'opérer le service de la poste¹⁴.

Dans un rapport ultérieur et subséquemment aux troubles de 1837, Stayner écrit au ministre des Postes d'Angleterre et l'avise qu'il n'a jamais pu récupérer les sommes dues par Pierre-Paul Démoray, c'est-à-dire pour la période du 6 octobre au 16 novembre, avant son départ du bureau de poste¹⁵. Stayner conclut que

même s'il retrouve Démoray il doute qu'il puisse payer ses arriérés car les circonstances de 1837-38 semblent l'avoir laissé dans une pauvreté certaine. De plus, il n'a jamais découvert qui avaient payé sa caution lors de sa nomination à cause de l'incendie du bureau de poste principal en novembre 1841.

Transport du courrier

Plusieurs routes postales desservent St. John's :

La route qui mène aux États-Unis, soit de Montréal à Highgate, une distance de 59 milles. En 1829, la fréquence est d'un voyage par semaine tandis qu'elle est de trois voyages par semaine en hiver. À partir de 1830 le courrier est expédié 6 fois par semaine et à St. John's d'où les malles, en été, sont mises à bord des bateaux à vapeur du lac Champlain tandis que seulement trois fois semaine en hiver ou le courrier est transporté en carriole.

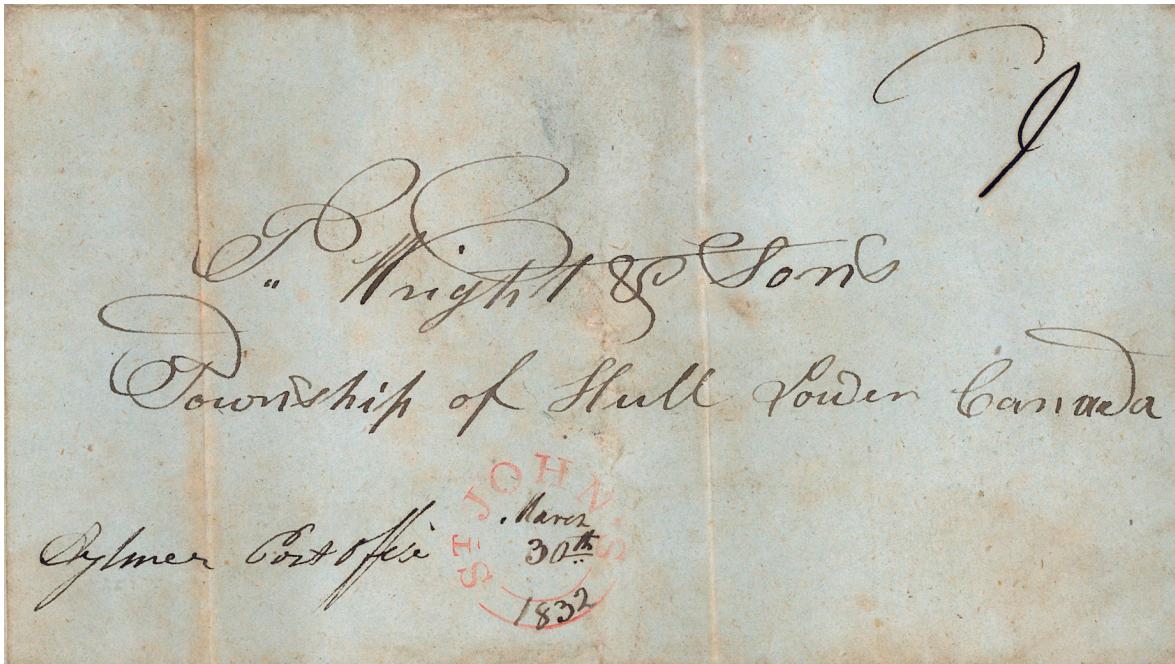


Illustration 3 : Envoi de St. John's en direction de Hull en date du 30 mars 1832, mais expédié au bureau de poste d'Aylmer. Le bureau de Hull a été fermé entre 1830 et 1833 et le bureau d'Aylmer a ouvert le 6 janvier 1832. [Source : BAC¹²]

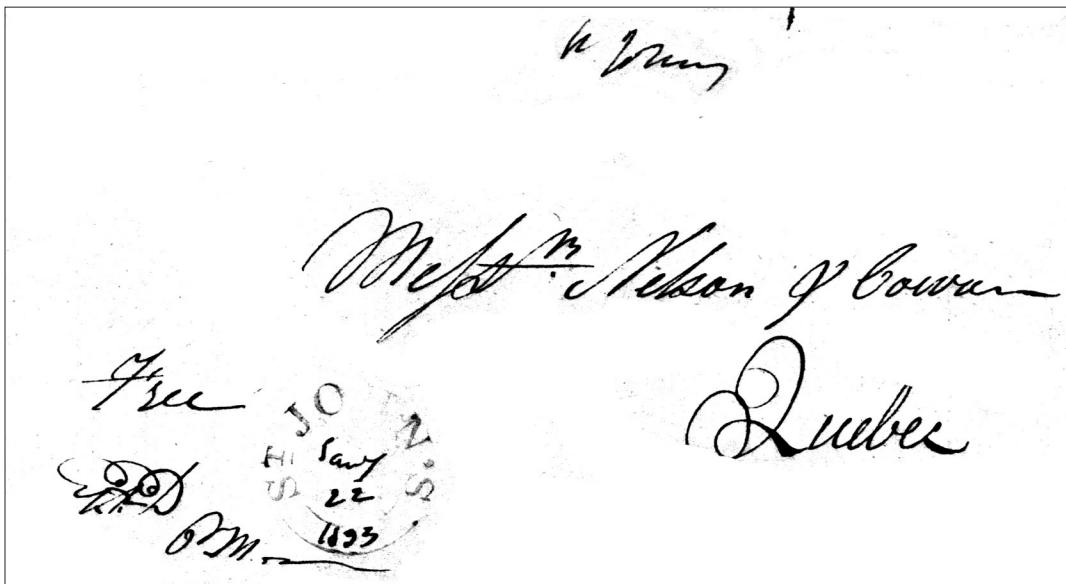


Illustration 4 : Correspondance envoyée du maître de poste Pierre-Paul Démaray en franchise postale avec inscription « FREE PPD PM ». Le tampon petit cercle interrompu à empattements est frappé à l'encre rouge et daté du 22 janvier 1833. [Source : BAC¹³]

La route qui mène aux Cantons de l'Est, soit de Montréal à Stanstead, une distance de 102 milles, est desservie à raison d'une fois par semaine.

La route du Richelieu, soit St. John's à William Henry, une distance de 57 mille, à raison de deux fois par semaine.

1 Michel Pratt, « Il y a 175 ans, la Rébellion des Patriotes débutait à Longueuil », *Le Courrier du Sud*, Longueuil, samedi 24 novembre 2012. Collection Société historique du Marigot.

2 BAC, MG24, B1, v. 162, n° 1360. Lettre de Pierre-Paul Démoray en date du 22 janvier 1833.

3 Gilles Laporte, Patriotes et loyaux, *[Leadership régional et mobilisation politique en 1837 et 1838]*, Septentrion, Sillery, 2004, p. 233.

4 Julian S. Mackay, *Notaires et patriotes 1837-1838*, Septentrion, Sillery, 2006, p.116.

5 Alain Messier, *Dictionnaire encyclopédique et historique des patriotes 1837-1838*, Guérin, Montréal, 2002, p. 137.

6 Jean Lamarre, *D'Avignon, médecin, patriote et nordiste*, VLB éditeur, Montréal, 2009, p. 24-25.

7 Julian S. Mackay, op. cit., p. 116-122.

8 Julian S. Mackay, op. cit., p. 122.

9 Thomas Chapais, *Cours d'histoire du Canada*, tome 4 (1833-1841), Boréal Express, Trois-Rivières, 1972, p. 206.

10 Julian S. Mackay, op. cit., p. 123.

11 Département des Postes, *Second rapport du Comité spécial nommé pour s'enquérir de l'état actuel du Département des Postes, afin de porter un remède efficace aux défectuosités de son organisation et administration, Appendice au XLV^e volume des Journaux de la Chambre d'Assemblée de la province du Bas-Canada*, Appendice GG. 1836, sections 48-50.

12 BAC, MG24, D8, v. 21, n° 870.

13 BAC, MG24, B1, v. 162, n° 1360.

14 BAC, RG4, A1, v. 524. Lettre du 20 novembre 1837.

15 BAC, MG44B, vol. 34, p. 298. Lettre du 14 mars 1844.

